

L'Évènement

le média luxembourgeois



Un Sommet du G20 entre espoirs et désillusions



AUTEUR: PIERRE YVAN BELINGA MEKA

DATE: 26 NOVEMBRE 2024



LES 18 ET 19 NOVEMBRE 2024, LE G20 S'EST RÉUNI À RIO DE JANEIRO AU BRÉSIL, SOUS LA PRÉSIDENTICE DE LUIZ INÁCIO LULA DA SILVA. CE SOMMET, MARQUÉ PAR DES TENSIONS GÉOPOLITIQUES ET DES ENJEUX CLIMATIQUES CRUCIAUX, A LAISSÉ UN BILAN CONTRASTÉ, ENTRE INITIATIVES PROMETTEUSES ET DÉSILLUSIONS FACE AUX GRANDS PROBLÈMES CONTEMPORAINS.

L'agenda climatique : un horizon toujours flou

Avec la COP29 de Bakou paralysée sur la répartition des financements pour l'adaptation climatique, le G20 était perçu comme un levier pour relancer les négociations. Toutefois, fort est de constater que la déclaration finale a fait l'impasse sur des engagements cruciaux, notamment la transition hors des énergies fossiles, pourtant discutée à la COP28 de Dubaï. Si les leaders ont reconnu la nécessité d'une augmentation substantielle de la finance climatique, aucune précision sur les sources ou les montants n'a été fournie. Le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a exprimé son inquiétude, déclarant que les décisions attendues à Bakou dépendent directement des volontés des dirigeants réunis à Rio. Mick Sheldrick, cofondateur de l'ONG Global Citizen insiste sur cette lancée en affirmant que « *les dirigeants renvoient la balle à Bakou, mais le problème c'est que les personnes qui prennent les décisions sont en fait à Rio* ». Pour rappel, les membres du G20 -dont 19 pays, l'Union européenne et l'Union africaine, produisent 80% des émissions de gaz à effet de serre.

Le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva a tenté de placer l'Amazonie au centre des discussions, en vue de la COP30 prévue à Belém en 2025. Malgré des annonces telles que le doublement de la contribution américaine au Fonds Amazonie à 100 millions de dollars par Joe Biden, ces initiatives restent dépendantes à des incertitudes politiques, notamment aux États-Unis où le Congrès à majorité républicaine à la suite des élections 5 novembre dernier, pourrait freiner ces engagements.

La persistance des fractures géopolitiques profondes

Le sommet a été marqué par les divisions sur la guerre en Ukraine et les conflits au Proche-Orient. La déclaration finale s'est contentée de réprover « *la menace ou l'usage de la force pour des gains territoriaux* ». Concernant l'Ukraine, elle a évité de condamner explicitement la Russie, illustrant les désaccords entre les puissances occidentales et des pays comme la Chine ou l'Inde. Par ailleurs, les appels à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza et au Liban sans véritables mesures concrètes ont mis en lumière un manque de consensus sur des solutions durables.

Le président français Emmanuel Macron et le chancelier allemand Olaf Scholz ont exprimé leurs inquiétudes face à l'absence de position claire sur la responsabilité de Moscou ou du Hamas dans ces conflits, tandis que le président chinois Xi Jinping s'est positionné comme un acteur clé du sommet en appelant à un dialogue renforcé. Celui-ci, dans un entretien avec le premier ministre britannique, Keir Starmer, rappelle que « *le monde entre actuellement dans une nouvelle période de turbulences et de changement* ».

Un multilatéralisme fragilisé mais actif

Dans un contexte où le multilatéralisme est de plus en plus remis en cause, Lula a cherché à renforcer les initiatives collectives en lançant une « *alliance globale contre la faim et la pauvreté* », soutenue par 82 pays. Cette initiative ambitieuse vise à éradiquer la pauvreté d'ici 2030 en aidant un demi-milliard de personnes. Par ailleurs, la taxation des ultra-riches, inscrite dans la déclaration finale, marque une avancée symbolique dans la lutte contre les inégalités, bien qu'elle soulève encore des préoccupations sur ses modalités d'application. Le président français et d'autres leaders ont également plaidé pour une réforme des institutions internationales, notamment le Conseil de sécurité de l'ONU et les instances financières comme le Fonds Monétaire International, pour une gouvernance mondiale plus inclusive et efficace.

Le G20 de Rio a mis en lumière une fois de plus la difficulté des grandes puissances à aligner leurs priorités face aux enjeux contemporains. Si certaines initiatives, comme l'alliance contre la faim, traduisent une volonté de coopération, les attentes en matière de climat et de paix restent largement insatisfaites. En 2025, sous la présidence sud-africaine, le G20 devra relever un défi crucial : rétablir un multilatéralisme capable de répondre aux aspirations d'un monde de plus en plus fragmenté.

Une répétition générale pour la COP30

Alors que le Brésil s'apprête à accueillir la COP30 à Belém en 2025, ce G20 a servi de préambule à un rendez-vous crucial. Il illustre l'urgence de repenser le multilatéralisme pour répondre aux défis climatiques et géopolitiques. Le G20, malgré son potentiel d'influence, semble à la croisée des chemins, partagé entre ambitions collectives et intérêts nationaux.